



Comité Social d'Administration du Haut-Rhin

jeudi 15 février 2024

Pour l'École publique, un plan d'action dans la durée !

La journée de grève du 1er février a été une réussite nationale : à l'appel de nos organisations syndicales, des centaines de milliers de collègues étaient en grève, des écoles étaient fermées, la grève était majoritaire dans certains collèges et lycées. Les cortèges des manifestations étaient denses, preuve de la force de la mobilisation.

Nos collègues ont clairement exprimé leur attachement à l'École publique. Ils ont aussi dénoncé le mépris de la ministre de l'Éducation mais surtout l'orientation de la politique menée par l'exécutif : absence de revalorisations salariales, « choc des savoirs », instauration des groupes de niveau, et réforme du lycée professionnel qui symbolisent un modèle d'École passéiste et conservateur qui va à l'encontre de l'intérêt des élèves et des personnels.

Cet ensemble de mesures est une redoutable remise en cause de la liberté professionnelle du personnel enseignant et va poser les bases d'une École du tri social en assignant les élèves à leurs positions sociales et scolaires.

Nous sommes à un point de bascule dangereux pour l'École publique : pour les élèves et pour les personnels dont le gouvernement entend encore fragiliser le statut, en favorisant un prétendu « mérite » qui cache le refus de la revalorisation, pourtant nécessaire, de toutes et tous.

Cela appelle une réponse forte qui passe par une action dans la durée.

Aussi, pour défendre l'École publique et ses personnels, pour exiger l'ouverture de discussions immédiates sur les salaires, pour la défense des statuts, pour l'abandon des politiques éducatives désastreuses, pour des mesures qui améliorent les conditions de travail, pour la création des postes nécessaires, nos organisations FSU, UNSA Education, SGEN-CFDT, CGT Educ'action et Sud Education s'inscrivent dès à présent dans un plan d'action durable.

L'École publique n'est pas loin de l'effondrement. La colère des personnels est grande. Le premier ministre, s'il ne prenait pas la mesure de la gravité de la situation en y apportant des réponses immédiates, porterait alors une immense responsabilité dans l'aggravation de la crise que traversent l'École publique et ses personnels.